

Malgré l'ordre exécutif, les familles ne peuvent pas être remises ensemble

Par [Tal Kopan](#), CNN

Mise à jour 0807 GMT (1607 HKT) 21 juin 2018

JUSTE REGARDÉ

L'ordre de Trump rassemblera-t-il les familles immédiatement?

Rejouer

A REGARDER



Washington (CNN) -Le renversement de l' [ordre du](#) président Donald Trump sur les séparations familiales n'a rien changé en termes de regroupement des familles déjà séparées, a confirmé mercredi un responsable gouvernemental.

L'agence a plus tard revu la déclaration, mais a déclaré que tous les autres plans visant à réunir les familles étaient encore en développement.

Le décret ne parle pas aux familles qui ont déjà été séparées - et les politiques existantes obligent les parents à trouver leurs enfants sous la garde du ministère de la Santé et des Services sociaux et à chercher à les rejoindre.

Mercredi après-midi, un porte-parole du HHS a déclaré que rien n'avait changé pour les enfants à sa charge.

"Pour les mineurs actuellement dans le programme des enfants étrangers non accompagnés, le processus de parrainage se déroulera comme d'habitude", a déclaré le porte-parole du HHS Kenneth Wolfe à CNN.

Plus tard mercredi, l'agence a publié une déclaration de Brian Marriott, un haut fonctionnaire des communications à l'Administration pour les enfants et les familles, la même division de HHS. Bien que la déclaration dit Wolfe "mal exprimé" sur le décret, Marriott n'a pas dit un plan clair pour remettre les enfants avec les parents dont ils avaient été séparés était en place.

"Il est encore très tôt et nous attendons d'autres conseils sur la question", a déclaré Marriott. «Notre objectif est de continuer à fournir des services et des soins de qualité aux mineurs dans les structures financées par HHS / ORR et de réunir les mineurs avec un partenaire ou un parrain approprié, comme nous l'avons fait depuis que HHS a hérité du programme. Le soin des UACs, et l'administration travaille vers cela pour les UAC actuellement sous la garde du HHS. "

Le Department of Homeland Security n'a pas immédiatement répondu à une demande de commentaires sur ses propres plans de mise en œuvre du décret.

Le processus de parrainage - qui trouve des amis, des parents ou d'autres volontaires appropriés aux États-Unis pour les enfants sous la garde du HHS - est construit principalement pour les enfants qui viennent seuls aux États-Unis, comme cela a traditionnellement été le cas.



Ce que le décret exécutif des séparations familiales de Trump fait

Mais la décision de Trump de poursuivre pénalement tous les adultes surpris en train de traverser la frontière illégalement - même s'ils ont des enfants avec eux - a entraîné la séparation de milliers d'enfants de leurs parents et essentiellement définis comme seuls, puis placés sous la garde du HHS.

Le processus de parrainage actuel n'inclut aucune procédure pour réunir de manière proactive les enfants avec leurs parents qui les ont amenés aux États-Unis et peuvent être sous la garde du gouvernement, mais théoriquement une fois remis en liberté, un parent pourrait demander à être libéré.

Le secrétaire du HHS, Alex Azar, a déclaré mercredi lors d'un événement au Washington Post que son agence essayait de garder une trace des parents.

"Nous restons en contact avec les parents", a déclaré Azar. "Même en toute circonstance, nous travaillons pour toujours être en contact avec les parents pour assurer le placement avec des parents, et si les parents sont libérés, pour s'assurer qu'ils peuvent aller aux parents si les parents sont des sponsors appropriés, s'il n'y a pas de raison un enfant serait en danger et nous continuerons de travailler pour les placer avec des sponsors. "

Mais ce n'est pas le processus décrit par ceux sur le terrain - ni articulé dans aucune information sur la réunification distribuée par les agences aux parents ou aux journalistes.

Dans une [fiche mise à jour](#) le 15 juin, Protection des douanes et des frontières indique que l'Immigration and Customs Enforcement travaille à dédier un établissement qui peut être un «centre principal de réunification et d'éloignement familial», où les parents prêts à être expulsés peuvent être «normalement» détenu.

Il dit également, "ICE travaillera avec les parents détenus pour assurer une communication régulière avec leurs enfants par le biais de la téléconférence vidéo, téléphone et tablettes."

Selon les chiffres du gouvernement, des milliers d'enfants ont déjà été séparés de leurs parents. Du 19 avril à la fin mai, 1 995 enfants ont été séparés en raison de la politique de tolérance zéro de l'administration et 2 342 ont été séparés du 5 au 9 mai. L'administration n'a fourni aucun chiffre pour ces périodes De nombreux enfants sont toujours sous la garde du gouvernement ou ont été restitués à leurs parents.

Les défenseurs travaillant avec les immigrants disent que le système est tout sauf simple et fonctionnel.

Le processus pour trouver son enfant est «incroyablement difficile et ce que je crains, c'est que cela pourrait être impossible dans certains cas», a déclaré

Wendy Young, présidente de l'organisation de défense des droits et de soutien juridique Kids in Need of Defence.

«Il est très difficile de trouver quelqu'un, surtout après que le parent a été expulsé», a déclaré Young, affirmant que les parents retournent souvent dans des zones rurales éloignées, sans ligne téléphonique stable. "L'autre chose à retenir est que ces gens retournent dans les mêmes circonstances dangereuses qu'ils ont fui ... et ils sont ciblés une fois de retour."

Au cours de la fin de semaine, après avoir visité un refuge temporaire pour enfants dans son district et demandé au gouvernement ses plans de réunification, le représentant Will Hurd a dit qu'il n'était pas convaincu [qu'il y avait un plan pour regrouper les familles](#) .

"C'est fou", a déclaré le républicain du Texas.

Un système semblable à un labyrinthe

Selon les experts du système et ceux qui travaillent avec les immigrants, il est très difficile pour les parents qui ont été séparés de leurs enfants, conformément à la politique de tolérance zéro de l'administration, de se réunir avec eux.

Les parents sont censés appeler des lignes directes pour trouver leurs enfants, mais ils sont difficiles à naviguer. Beaucoup de familles viennent de régions éloignées d'Amérique centrale et ne connaissent pas bien les systèmes américains, et sont susceptibles de se méfier du gouvernement. Ils sont logés dans des installations avec un accès limité aux téléphones et la possibilité de recevoir des appels. Le gouvernement n'offre aucune représentation légale aux immigrants dans les cas d'expulsion, de sorte qu'il appartient aux immigrants détenus de trouver des avocats qui peuvent les aider.

Une fois que le parent se trouve dans un centre de détention pour adultes, il est peu probable que le HHS puisse leur renvoyer leur enfant, car il ne serait pas considéré comme un parrain. Le DHS n'a pas précisé de politique pour que ces parents soient placés en rétention familiale afin d'être réunis avec leurs enfants, en dehors de son centre de renvoi désigné.

«Lorsque la politique de séparation familiale a été mise en œuvre, il ne semble pas y avoir eu de planification sur la façon dont les parents allaient savoir où étaient leurs enfants, comment les enfants allaient savoir où se trouvaient leurs parents, comment ils allaient pouvoir pour communiquer et comment ils pourraient être réunis », a déclaré Mark Greenberg, un expert du Migration Policy Institute qui dirige le département HHS qui s'occupe des enfants sans-papiers dans l'administration précédente.

"Donc, à ce stade, il y a probablement plusieurs milliers d'enfants sous la garde de (HHS) dans des refuges pour enfants non accompagnés et un grand nombre d'entre eux ne savent probablement pas où est leur parent et ne savent pas comment communiquer avec leurs parents". il a continué. «Lorsque les parents sont en détention, il est clair qu'ils ont beaucoup de mal à parler avec leurs enfants, mais il ne semble pas y avoir de processus pour déterminer ce qu'il adviendra de leurs enfants après l'expulsion de leurs parents.

Une fois que les adultes sont référés pour des accusations criminelles et remis à la police fédérale, leurs enfants sont considérés comme des enfants étrangers non accompagnés et remis au HHS.

Leurs cas sont ensuite divisés - pour les tribunaux de l'immigration qui décideront s'ils restent aux États-Unis et en fonction de l'agence gouvernementale qui les héberge et les suit.

Parce que les cas d'adultes ont tendance à se déplacer beaucoup plus rapidement que ceux des enfants, les parents peuvent obtenir des ordonnances d'expulsion avant que les cas de leurs enfants soient entendus.

Même s'ils ne le font pas, les défenseurs qui travaillent avec les familles disent que cela peut prendre des mois pour que les familles soient réunies. L'American Civil Liberties Union représente des familles dans [une affaire de contestation des séparations](#) et dit qu'il a été huit mois pour un parent qui n'a pas encore eu leur enfant retourné, même si le parent est hors de la détention.

Les experts qui travaillent avec les familles qui ont déjà été séparées, comme Young, disent travailler avec des gens en Amérique centrale qui, selon eux, ont

déjà été expulsés par cette administration sans leurs enfants.

Les politiques prévoient une ligne téléphonique que les parents peuvent appeler, en théorie, pour localiser leurs enfants. Mais les défenseurs qui ont travaillé avec des immigrants essayant d'utiliser la ligne directe ont décrit un processus confus et inefficace.

Les agences ont également [distribué des dépliants](#) aux immigrants avec des informations sur le processus en anglais et en espagnol. Le dépliant leur donne les chiffres et indique que le gouvernement travaillera entre les agences pour programmer des communications téléphoniques régulières, mais les défenseurs disent que cela ne semble pas fonctionner.

Les formulaires pour les parents à remplir pour le HHS obtenus par CNN expliquent aux parents en espagnol que leurs enfants sont considérés comme des mineurs non accompagnés et qu'ils peuvent offrir des informations sur les sponsors potentiels pour leurs enfants. Mais s'ils ne fournissent pas cette information, dit le document, le gouvernement ne peut pas garantir que l'enfant sera placé avec quelqu'un de son choix.

En garde à vue ou en prison, les parents ne peuvent pas recevoir d'appels téléphoniques. Pendant ce temps, la plupart des établissements HHS exigent des personnes qui essaient de parler avec un enfant de laisser leurs informations pour un rappel, de sorte que HHS peut s'assurer que la personne est une personne autorisée à parler à l'enfant, disent les défenseurs.

"En fin de compte, ils n'ont pas pensé à la réunification des familles lorsqu'ils ont lancé cette politique parce que cela ne les intéressait pas, ce n'était pas une préoccupation", a déclaré M. Young.

"Il est profondément préoccupant que l'on ne sache pas s'il y a des plans pour assurer la réunification des familles séparées et des enfants", a fait écho Greenberg. "Comme une question de seuil, il sera très difficile de faire la réunification si les parents et les enfants ne savent pas où se trouvent les uns les autres."

Rosa Flores et Gregory Wallace de CNN ont contribué à ce rapport.